



## Sénégal, vers une élection présidentielle à deux second-tours.



My two cents' worth ■

January 31, 2019

By  
Thierno M. SOW  
Polymath

Macky Sall est tel ce patient qui a fait don de ses deux reins. L'un aux momies du PS et l'autre aux déshérités du PDS. Désormais, il est dans l'attente d'une greffe de rein car, il ne peut gagner avec aucun de ses demi-alliés.

Le Sénégal compte à peine 15,85 millions d'habitants (2017) là où rien que le Caire en compte 19,5 millions (2018). Alors, pourquoi il y a autant de bruit dans la gestion de ce qui devrait être celle d'une Mairie. Nous allons essayer de comprendre



pourquoi le Sénégal est une pirogue agitée sur un fleuve tranquille. Pendant 7 ans, la classe politique s'est investie dans un jeu d'alliances de dupes que les amateurs de jeux vidéo pourront appeler "Whack-a-mole" ou le jeu de la taupe, au détriment de la conception et de la mise en œuvre d'une nouvelle vision stratégique attendue et adaptée aux nouvelles données énergétique et diplomatique. Les demi-alliés du président, dont la matérialité de leur représentativité politique ne repose que sur des postures et des effets de manche, ont cru se servir de lui pour barrer la route à leurs propres challengers au sein de leurs partis d'origine. Aujourd'hui, il existe un faisceau d'indices qui laissent penser que l'élimination des deux K (Karim et Khalifa) ressemble bien à une commande d'une frange du PS et du PDS réunie au sein de la coalition présidentielle. Mais, nous ne sommes pas naïfs, si Macky a participé voire pris goût à ce jeu de dupes, c'est bien parce qu'il espérait en tirer parti en faisant de l'APR le seul survivant de ces friendly fire.

Toutefois, le piège semble s'être refermé sur ses auteurs. En effet, la loi sur le parrainage *acobardarse ante* ou l'art de reculer devant, est le cadeau empoisonné que Macky a gracieusement reçu de ses demi-alliés. Or, si le principe du parrainage semble acquis auprès de l'opinion, son opportunité et ses modalités d'organisation posent problème. Au final, 5 candidats ont été retenus pour former le **pentagone** électoral du 24 février 2019 mais, avant d'expliquer en quoi la loi sur le parrainage est une atteinte à l'institution du Président de la République, au-delà de la personne de Macky Sall, revenons sur les vraies raisons qui sont à l'origine de sa conception.

Les demi-alliés de Macky Sall ont conscience du fait que celui-ci s'est rapidement rendu compte que certaines allégations largement relayées par certains médias dans le recouvrement des biens mal acquis étaient infondées voire fantaisistes. Le premier geste de rétorsion de Macky Sall fut de rompre sa promesse de réduire son premier mandat de 7 à 5 ans. J'ajouterai même que Karim Wade avait réussi de placer ses espions dans l'entourage de Macky Sall. En effet, je révèle ici un secret du Palais, en 2012 Macky Sall était à deux doigts de signer un contrat avec l'agence de renseignements Kroll, fondée par Jules Kroll, pour traquer les biens de Karim. Or, n'eut été la vigilance de "**Némésis**", Macky Sall serait tombé dans le piège car, Karim Wade est un client particulier de l'agence Kroll (UK). CQFD. Dès lors, les demi-alliés ont compris que si Macky remporte les élections du mois de février prochain, il gouvernera seul, avec ce risque qu'il renforce l'APR et réhabilite les deux K (Karim et Khalifa). D'ailleurs, plusieurs rumeurs ont été savamment distillées dans les médias pour sonder Macky et ses partisans, sur l'existence d'un pacte secret entre lui et Karim. Autant vous dire tout de suite que c'est absurde. Macky Sall pardonnera-t-il à Abdoulaye Wade de l'avoir insulté lui et sa famille? Les mathématiciens appellent cela "the fatal error".

Maintenant, voyons comment Macky Sall a été piégé avec la loi sur le parrainage. D'abord, rappelons que le parrainage existe partout dans le monde, sous différentes formes, mais qu'il est naïf de ne pas y voir un redoutable instrument de manœuvre



politique. En France par exemple, c'est Nicolas Sarkozy qui a donné des instructions pour que Marine Le Pen obtienne ses 500 signatures, le cas échéant, pour participer aux élections de 2007. Voilà comment Ségolène Royal s'est vue privée d'une importante réserve de voix (17,90% au profit de Marine Le Pen, soit +6 millions des suffrages exprimés). Aux États-Unis, Donald Trump est arrivé au pouvoir grâce au collège des grands électeurs or, Hillary Clinton a remporté le vote populaire. D'ailleurs, rappelons que le même scénario s'était produit avec Al Gore. En revanche, là où la loi sur le Parrainage constitue une atteinte aux institutions de la République au Sénégal c'est que:

1 - Elle décrédibilise le Conseil Constitutionnel qui ne dispose pas dans le cas d'espèce des moyens de son effectivité.

2 - Elle viole la loi sur le secret du vote tout en constituant un outil de représailles potentiel aux mains du pouvoir, puisque celui-ci dispose de la liste nominative des citoyens qui ne lui sont pas favorables.

3 - Elle est en collusion avec le statut du Président sortant dont l'automaticité de sa candidature ne peut être remise en cause que dans très peu de cas. En effet, elle confère aux 7 juges du conseil constitutionnel le pouvoir exorbitant de destituer le Président de la République ou, pour le dire de manière triviale, de procéder à un **coup d'Etat institutionnel**. Cette innovation est une introduction voire une intrusion maladroite et vicieuse de l'**impeachment** dans le Droit sénégalais.

Sous ce rapport, le vrai danger de cette loi pour Macky Sall, et qui est la preuve ultime du piège qui semble se refermer sur lui, n'est pas d'ordre administratif ou juridique mais politique. En effet, **pour la première fois dans l'histoire de la science politique nous assistons à une élection présidentielle à deux second-tours**.

Au demeurant, la loi sur le parrainage a déjà produit ses effets, en organisant l'opposition autour d'un bloc anti Macky Sall, alors que rien fondamentalement ne lie ses membres du point de vue idéologique. Pis encore, nul n'a la moindre preuve que les deux K (Karim et Khalifa) disposent d'une base politique assez représentative pour constituer une menace politique contre le pouvoir. Donc, Macky, tel un chat échaudé, aurait mobilisé ses troupes et les moyens de l'Etat pour écraser des tigres de papier? A titre comparatif, on peut citer le président Obama qui dans son livre "*Audacity of Hope*" rappelle pourquoi dans l'histoire du peuple noir la justice n'est pas toujours le résultat d'une politique habile. En effet, lorsque Lyndon Johnson signe la loi sur les droits civiques de 1964, il déclare à son assistant Bill Moyers que: "*d'un trait de plume, il venait de livrer le Sud au parti républicain pour un bon nombre d'années*". Désormais, il est mathématiquement exclu que Macky Sall remporte les élections au premier second-tour ce, d'autant plus qu'il semblerait avoir perdu trois grandes réserves de voix que sont Dakar, Ziguinchor et la diaspora. Certes, il lui reste quelques semaines pour corriger le tir, mais en quoi faisant ?



Idrissa Seck qui a vu dans le prochain scrutin une opposition entre deux axes, l'ancien bloc éparpillé du PDS (Madické + Macky + Idrissa) représentant les internationaux et les locaux ou les "Niani Bagnena" (Sonko + Issa), s'est empressé d'envoyer des signaux d'apaisement aux soutiens de Karim Wade. Mais, cette vision caricaturale de la campagne électorale est en réalité une anisotropie car, contrairement à ce qu'en pensent les directoires politiques, ce scrutin du mois de février 2019 est le plus idéologique de l'histoire du Sénégal. C'est d'ailleurs la pénultième démonstration de mon article. En effet, il me semble que les conseillers de Macky Sall se trompent en échafaudant un bilan programmatique. A fortiori, aucune élection ne se gagne sur un bilan car, une élection c'est la promesse d'un avenir. Comme le disait Confucius : "*l'expérience est une lanterne dans le dos, elle n'éclaire que le chemin déjà parcouru*". Oui, il semblerait que 59 ans après les indépendances, les sénégalais appellent l'atavisme de tous leurs vœux pour une élection présidentielle qui s'articule autour de la question de la souveraineté, bien au-delà de la question monétaire. Voilà, le seul sujet gagnant de ces élections. De fait, toute autre considération serait un artefact car, de manière plus large, les africains aspirent enfin à l'indépendance comme lorsqu'au XIXe siècle *la Nahda*, un mouvement transversal de "renaissance" culturelle, fut irruption dans le monde arabe. En effet, même le sujet de la corruption n'est que l'anagramme de la question centrale de la souveraineté car il sonde l'autonomie matérielle et intellectuelle de chaque candidat. Par exemple, la question de la religion n'est pas débattue, mais il est clair que la réserve de voix qui s'est agrégée autour de Madické Niang et de Issa Sall est la plus volatile dans ces élections. De fait, le PUR posera ses conditions cardinales au candidat le mieux placé. D'ailleurs, l'argument spécieux qui a été utilisé pour tromper Macky Sall sur la loi sur le parrainage est celui de l'éventuel candidat qui serait un cheval de Troie de lobbies ou de puissances étrangères car, selon ses théoriciens, le Sénégal est désormais un pays producteur de pétrole et de gaz. Un tel argument ne peut être que l'œuvre de philistins.

Depuis 1960, il n'existe au Sénégal aucun parti politique qui a les moyens légaux suffisants pour couvrir une campagne électorale et un maillage du territoire, c'est également le cas dans de grandes démocraties telle que la France. Rappelons que Barack Obama fut le seul candidat à une élection présidentielle qui a renoncé à un financement public de sa campagne et réussi la plus grosse levée de fonds en 2008 (+778 millions de dollars) puis en 2012 (+1,07 milliard de dollars), à la surprise générale. D'ailleurs, c'est Mitt Romney qui relate comment cette tactique a déstabilisé ses équipes de campagne. La question du financement des partis politiques est une question sérieuse qui mérite d'être débattue avec sérénité car, au Sénégal elle a conduit aux deux crises majeures de son histoire, d'abord, entre Senghor et Mamadou Dia en 1962, puis, en 2004 entre Abdoulaye Wade et Idrissa Seck. C'est la raison pour laquelle, Ousmane Sonko ne cesse de progresser dans l'opinion, même si ses partisans ont eu tort de s'attaquer à la presse en général et à un journaliste en particulier car, c'est dans le débat et la confrontation des idées que



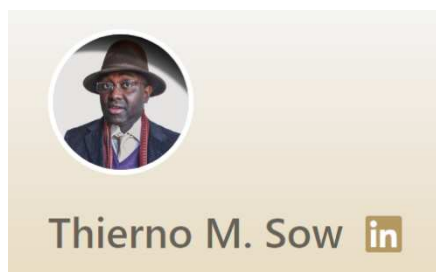
résident les chances de succès de Ousmane Sonko. En effet, le principe qui fonde la **forensic** est justement la mise en lumière par l'investigation. Par conséquent, Macky Sall peut-il se passer d'un débat politique? That is the question!

Donc, comme nous l'avons vu, il y a une classe politique qui s'est livrée sans scrupules à un jeu de dupes pendant 7 ans et un électorat qui est devenu empathique aux figures de l'opposition qui ont été la cible de ces intrigues de Palais. Rappelons qu'aucun pouvoir politique n'a jamais été assez mature et sage pour admettre que: *"persécuter, c'est institutionnaliser"*, que c'est Senghor et Diouf qui ont "érigé" Abdoulaye Wade en opposant, que c'est Abdoulaye Wade qui a persécuté et fait élire Macky Sall et que si ce dernier en avait tiré les leçons, il se serait gardé de brimer Ousmane Sonko. Partout ailleurs dans le monde, il en fut ainsi, qu'il s'agisse de Mitterrand envers Chirac, puis de Chirac et de Sarkozy et enfin, de Hollande et de Macron. A croire que c'est la répétition perpétuelle du Mythe de Cronos et de Zeus. Mais comme le rappelle, non sans humour, Churchill : *"la seule leçon que les hommes retiennent de l'histoire, c'est qu'ils ne retiennent aucune leçon de l'histoire"*.

Je ne terminerai pas sans souligner cette tendance primitive qui fait fureur au Sénégal où les pythonisses ont pris la place des instituts de sondage et des analystes politiques. A ce sujet, Louis XI reprochait à son astrologue Galeotti de s'être trompé lourdement au sujet de la fameuse entrevue de Péronne avec Charles le Téméraire qui avait fort mal tourné, et la colère du roi était telle que Galeotti craignait pour sa vie.

- Sire, dit-il au Roi pour l'apaiser, je viens de lire dans le ciel que je mourrai trois jours avant votre Majesté.

Enfin, si vous aspirez à devenir un théosophe, gardez-vous de conseiller un homme politique qui sait tout et qui n'a besoin de rien. Aujourd'hui en Afrique, la plus-value serait de mettre fin à 59 années de procrastination.



**LinkedIn**

<https://www.linkedin.com/in/thierno-m-sow-432753178>



**Références:**

- [1] Barack Obama. *The Audacity of Hope*, p27. Canongate 2008. First published by Crown Publishing Group. 2006.
- [2] Thierno M. Sow. Riemann Shatters The Gordian Knot. 2018. <hal-01852157> <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01852157>
- [3] SOW Thierno M., Infotainment. Communiquer au 21em siècle.... Paris 2008.

**To cite this version:**

Sow Thierno M., Sénégal, vers une élection présidentielle à deux second-tours. The Africa Policy Journal (APJ) at the John F. Kennedy School of Government at Harvard University. APJ 2018-2019 Edition (Volume XIV). Forthcoming 2019.



**AFRICA POLICY JOURNAL**

at the John F. Kennedy School of Government, Harvard University

---

---